

Le Soir 27/06/06 - Daerden & fils, réviseurs très avisés

Le roi d'Ans et ministre Michel Daerden est aussi l'homme fort d'un système familial bétonné. Le Soir a mené son enquête sur la forteresse Daerden.

Comme un notaire qui authentifie des actes légaux, le commissaire-réviseur ajoute de la crédibilité aux comptes de la société qu'il contrôle », rappelle André Killesse, président de l'Institut des réviseurs d'entreprises (IRE). Depuis l'automne dernier, l'IRE s'interroge sur « l'indépendance d'apparence » de la société D.C.&C°, créée par Michel Daerden et aujourd'hui dirigée par son fils Frédéric, une société solidement implantée dans le secteur public et parapublic (intercommunales, hôpitaux, mutuelles, sociétés de logement, entreprises publiques : Ethias, La Poste, RTBF...).

Le Soir a mené l'enquête sur la manière dont Michel Daerden et son fils cloisonnent leurs affaires privées et publiques. Après avoir rencontré des dizaines de témoins et, bien entendu, Frédéric Daerden (le père a décliné l'invitation), il en ressort un doute sérieux sur l'étanchéité déontologique indispensable entre ces deux mondes. Une expression résume la manière : « Daerden est un commercial de haut vol. » Ce réviseur en vue ajoute : « Il ne fait pas partie de ces gens qui pratiquent avec enthousiasme le principe de délicatesse. »

La petite entreprise de la famille Daerden

ENQUÊTE

Dans le cercle très feutré, et très cravaté, des réviseurs d'entreprises, quatre surnoms reviennent en boucle pour désigner Michel Daerden, le ministre régional et communautaire socialiste : « L'homme aux 300 mandats », « le commercial de haut vol », « l'entrepreneur », « le parrain ».

Son bébé, son joyau, c'est le bureau révisoral D.C. & Co. L'oeuvre d'une vie, patiemment ciselée par cet orfèvre des chiffres, funambule reconnu des montages financiers (« Aucun ministre des Finances ne peut rivaliser avec lui », note ce réviseur bruxellois).

Mais pour servir son dessein et voir grandir son bébé, Michel Daerden, qui n'a jamais tempéré son désir inassouvi d'ascension sociale (son père travaillait à la SNCB), a parfois poussé le bouchon un peu loin, flirtant même avec les limites de la bienséance dans l'unique but de « consolider sa clientèle », comme le susurre pudiquement son entourage.

Un entourage souvent craintif, muselé, mais plutôt enclin à la confiance sous le couvert de l'anonymat. Parmi les dizaines de témoins interrogés, qui, de près ou de loin, ont côtoyé Michel Daerden (qui a refusé tout contact ; il est vrai qu'on le dit très nerveux), règne une sulfureuse atmosphère de peur, de crainte des représailles. Un climat d'omerta étrange que résume ce patron d'une grande institution publique liégeoise : « Daerden, c'est la menace permanente ! Il a déjà tué des gens qui ne roulaient pas pour lui. Tout le monde se méfie. Même en public, il peut péter les plombs et traiter l'un de ses obligés de tous les noms avec une violence inouïe. »

Un autre embraie : « Certaines choses sont déjà parues dans la presse, mais cela n'a rien changé. Plus c'est gros, mieux ça passe. » Et comme l'ajoute un réviseur proche du cabinet Daerden, pour justifier cette loi du silence : « Mieux vaut être dans son entourage, récolter les miettes. Les miettes d'un gros gâteau, ce n'est jamais négligeable... »

De nombreux témoins parlent encore « de pressions, d'intimidation » afin de décrocher tel ou tel mandat révisoral dans les innombrables organes de gestion publics ou parapublics. Un haut dirigeant n'en est toujours pas revenu : « J'ai reçu plusieurs coups de fil musclés de son entourage m'indiquant que je devais absolument choisir son cabinet ! »

Forteresse de la machine daerdenienne, son cabinet révisoral a grossi au rythme de sa montée en puissance politique (lire page 4). Et même si, devenu ministre en 1994, Daerden a progressivement quitté sa société, il en tire encore les juteuses ficelles (D.C. & C réalise de solides bénéfices nets : 775.000 euros en 2005, pour un chiffre d'affaires avoisinant les 2,5 millions d'euros) grâce à son fils, auquel il a cédé ses parts en juin 2001 (747 sur... 750). Comment Frédéric - son stage à peine terminé - a-t-il pu racheter ce cabinet florissant dont la valeur serait estimée à 7 millions d'euros (il refuse de livrer le chiffre exact) ? Il

étales les paiements et admet qu'il rembourse encore son père aujourd'hui. « Et en contrepartie, papa joue le commercial de haut vol en ramenant de bons clients au cabinet », sourit un proche.

Un collègue des débuts ajoutant : « Il ne fait pas de cadeaux. Et quand il en fait à sa famille, ce n'est jamais lui qui paie...»

Député-bourgmestre de Herstal, actionnaire principal et administrateur-gérant de D.C. & Co, Frédéric Daerden le reconnaît, le cabinet familial a pour activité principale les mandats de commissaire-réviseur exercés dans près de 300 sociétés ou ASBL (« Cela me semble beaucoup, c'est peut-être 250 », nuance-t-il), principalement actives dans le secteur public ou assimilé (1) : « C'est notre choix d'avoir opté pour ces missions permanentes qui représentent 90 % de nos activités. Il y a plus de stabilité et on connaît les clients ».

Comme dans toute entreprise, pour que les mandats tombent, il faut aller les chercher. Le cabinet révisoral D.C. & Co a dès lors été conçu en conséquence. Il est composé d'associés en personne physique (Patrick Cammarata, Christelle Gilles, Jeanne Hanson) et de cinq coopératives (les sociétés de Philippe Brankaer, de Michel Delbrouck, de Frédéric Daerden, de Jean Nicolet et du cabinet Saintenoy-Comhaire). Quand un appel d'offres négocié est lancé dans une société publique pour désigner le commissaire-réviseur, on utilise une règle très simple : trois bureaux sont contactés.

Dont D.C. & Co, celui de Daerden. Et les deux maisons « concurrentes » peuvent être les sociétés associées, ce qui garantit l'obtention du marché. « Cela arrive », reconnaît Frédéric.

Dans d'autres cas, nous explique-t-on par ailleurs, le profil des deux autres bureaux désignés dans la procédure ne correspond pas à la demande, et ils laissent la place au cabinet Daerden.

« Quand un bureau sait qu'il a moins de spécialisations qu'un autre, il ne rédige pas systématiquement une offre à laquelle il devrait consacrer une journée de travail », justifie Frédéric Daerden. D'autres réviseurs confirment en d'autres termes : « Si on voit le cabinet Daerden dans la course pour une intercommunale ou une entreprise publique, on sait que la partie est perdue. »

Autre système infaillible pour emporter la mise, les spécialisations demandées au cabinet de réviseurs. « La liste est parfois anormalement longue et précise, nous dit ce spécialiste. Du coup, seul le bureau Daerden, qui est spécialisé dans le secteur public et qui cumule ces compétences, peut décrocher le marché. » Exemple souvent cité, le secteur des mutualités socialistes, qui inaugure la voie royale vers les hôpitaux. En Wallonie, huit réviseurs à peine disposent de l'agrément nécessaire. Cinq d'entre eux travaillent au cabinet D.C. & Co.

Enfin, pour parfaire cette impitoyable chasse aux mandats révisoraux, « le roi d'Ans » (Michel Daerden adore s'appeler ainsi) peut s'appuyer sur un solide réseau de vassaux (lire page 3). Parmi lesquels le plus fidèle de ses lieutenants, Walter Herben, secrétaire communal d'Ans et membre du cabinet ministériel : « C'est un négociateur hors pair dont la mission consiste à raffler les mandats dans le cadre de ses activités intercabinets. »

Quelques directeurs de sociétés publiques ont bien tenté de tempérer ce système boulimique. Mal leur en a pris. L'un d'entre eux nous raconte : « Ta carrière pourrait connaître quelques difficultés, m'a un jour déclaré un sbire de Michel Daerden. Devant témoins. » Et le téméraire a aussitôt fait machine arrière en acceptant de céder le mandat au cabinet Daerden.

« Nous avons fait appel à des avocats spécialisés qui nous ont confirmé que la loi sur les marchés publics ne s'applique pas aux commissaires-réviseurs. Malgré cela, il y a sept ou huit ans, la tutelle régionale a estimé que c'était mieux d'appliquer cette procédure d'appel d'offres dans les intercommunales. Nous n'avons pas voulu entrer dans une bagarre d'avocats et nous nous y sommes pliés », explique Frédéric Daerden, qui ajoute : « En dessous d'un certain montant, la consultation pour la désignation d'un mandat par procédure négociée peut se limiter à deux coups de téléphone. » Des coups de fil efficaces : D.C. & Co et ses sociétés associées révisent les comptes de la quasi-totalité des 24 intercommunales liégeoises... A l'exception de l'abattoir de Droixhe, du centre hospitalier de Huy, du Palais des congrès et... du circuit de Spa-Francorchamps : « Celui-là, on ne regrette pas de ne pas l'avoir. »

« On n'aime pas changer de réviseurs, justifie ensuite le fils du ministre liégeois. Comme dans d'autres professions, les clients se décrochent en fonction d'un réseau relationnel. Certains réviseurs sont actifs dans les service-clubs, d'autres donnent des conférences et décrochent des mandats révisoraux via ces milieux. » Et le biotope naturel de Daerden, c'est le public. « A Liège, le marché public est effectivement fermé par le bureau D.C. & Co, convient ce réviseur liégeois, qui s'est fait une raison. Notre bureau est rarement consulté pour ce type de marchés. Alors, on se rabat sur le privé. »

Certains rapports révisoraux ne peuvent être rédigés par un mandataire (bourgmestre, échevin). Le code de déontologie de la profession lui interdit, notamment, d'exercer des mandats de commissaire-réviseur dans les intercommunales dont sa commune est membre. Dès lors, pour éviter de rédiger des rapports révisoraux pour des sociétés publiques où sa commune est associée, Daerden fait signer un de ses réviseurs pour le représenter, mais il empoche une bonne partie des honoraires, « pour frais de fonctionnement du bureau » (Cammarata à l'ALG (gaz), Nicolet au centre hospitalier de Verviers...).

Une pratique qui aurait écoeuré certains associés rêvant d'obtenir une plus juste rémunération. « Mais Michel Daerden est redoutable en affaires », souligne un ancien du bureau ansois. En 2002, au moment de la reprise définitive du cabinet par Daerden junior, Jean-Pascal Labille et Marc Renouprez, qui ont porté le bureau durant les années ministérielles du père, l'ont quitté.

Le premier a rejoint la fédération des mutualités socialistes et fut présenté, en 2005, comme éventuel successeur de Mathot à la tête de la fédération liégeoise du PS (« Il a pris ses distances avec Daerden »). Le second a rejoint le secteur des transports.

Pourquoi le cabinet D.C. & Co exerce-t-il une telle pression sur les intercommunales ? Parce que la plupart d'entre elles deviennent un extraordinaire levier... pour accéder au reste du pactole. L'un des exemples les plus flagrants concerne la Société de leasing, de financement et d'économie d'énergie (SLF), le puissant outil économique des intercommunales liégeoises (secteur hospitalier, Meusinvest, aéroport de Bierset, société de promotion du circuit de Spa-Francorchamps, Socofe, Immoval...), qui a notamment contribué au financement du Country Hall (la salle polyvalente du Sart Tilman) et de la rénovation du terrain du Standard. Un instrument capital pour huiler le Meccano financier mis en place par Daerden senior : « Il s'agit d'une réplique caricaturale de l'ancienne société Néos, créée par André Cools », note ce parlementaire socialiste. Et qui en est devenu le président en 2005 ? Michel Daerden. Se déclarant aussitôt « empêché », le ministre socialiste a installé dans son fauteuil un échevin... ansois particulièrement dévoué : Yves Parthoens. Et qui est le réviseur de la SLF et de ses satellites ? Le cabinet D.C. & Co...

« Michel Daerden veut construire un empire, à la manière d'André Cools, et en actionner tous les leviers, explique ce poids lourd du PS liégeois. Mais à la différence de Cools, qui avait une vision à long terme et qui se battait réellement pour sa région, Daerden veut conquérir le pouvoir pour le pouvoir. Il est ivre de sa puissance. Mais il n'a pas d'amis. Il n'a que les obligés qu'il a placés dans l'ensemble de la constellation liégeoise. Depuis la défaite de son poulain, Charles Janssens (député-bourgmestre de Soumagne), à la présidence de la fédération, il sent que son petit système arrive à ses limites... »

Autre écueil rencontré à l'automne dernier : l'examen approfondi du cabinet D.C. & C par l'Institut des réviseurs d'entreprises (IRE), qui s'interroge sur son indépendance, une vertu cardinale défendue par la profession : « Il n'y a jamais eu de scandale technique au cabinet Daerden, insiste à juste titre ce réviseur bruxellois. Le problème, c'est plutôt l'indépendance d'apparence. Fin connaisseur des institutions publiques, Michel Daerden a beaucoup profité de la force politique dont il bénéficiait ! Il ne fait pas vraiment partie de ces gens qui pratiquent avec beaucoup d'enthousiasme le principe de délicatesse. Comme pour d'autres politiques, ce principe n'est pas vraiment sa tasse de thé. Quand j'ai appris dans la presse que son fils révisait les comptes de la société de logement social à Ans (Le Plateau) dont le vice-président est son oncle (Jean-Louis Daerden), je suis tombé de ma chaise ! Certes, il s'agit d'une relation familiale au troisième degré admise par la loi. Mais jamais, il ne me viendrait à l'esprit d'être le réviseur d'une société présidée par mon tonton ou ma tante ! »

S'agissant du maillage d'intercommunales ayant opté pour le cabinet D.C. & C, un autre réviseur se hérisse à son tour : « Michel Daerden est le président empêché de la puissante SLF, soit ! Mais le cabinet de son fils en est le réviseur. Nous voici de nouveau devant un problème d'indépendance. Notre job consiste à augmenter le niveau de confiance des comptes d'une entreprise. Si ce niveau de confiance n'est pas renforcé (pour des problèmes de réputation, de collusion, de conflit d'intérêts...), on perd cette valeur

ajoutée ». Après être allé plaider son dossier à trois reprises devant la commission de discipline de l'IRE (« Avec mes avocats, nous avons nié tout problème d'indépendance »), Daerden junior attend le verdict de cette instance professionnelle. Dirigée par un magistrat. En toute indépendance.

(1) Parmi ces sociétés, on trouve la Société régionale wallonne du transport (SRWT), la Société régionale d'investissement en Wallonie (SRIW), la Société de leasing et de financement (SLF) et ses filiales, la Société wallonne du logement (SWL) ainsi que plusieurs sociétés de logement social (Ans, Liège, Flémalle, Grâce-Hollogne, Fléron, Huy, Verviers...), le PS et ses asbl, Ethias (et ses filiales), la Société de prévention et de médecine du travail (SPMT), la Fédération des mutualités socialistes et sociales (FMSS), plusieurs centres hospitaliers (Liège, Seraing, Verviers, La Louvière...), la FN, Browning, Gravibéton, Balteau, Aqualis, Cop & Portier, Network Research Belgium, la Financière Reyers (RTBF), La Poste, Trilogis Park, Sorasi, Socofe, Legibel... Notons encore que le cabinet du député wallon contrôle les finances de certaines communes en difficulté (via le plan Tonus) : Fléron, Flémalle, Grâce-Hollogne, Namur, Mouscron et Tournai.

Le roi d'Ans entouré de ses vassaux

Pour assurer sa mainmise sur la périphérie liégeoise, Michel Daerden a tissé une solide toile d'araignée où se retrouvent tous ses vassaux. Un réseau imparfait, pourtant, puisqu'il lui manque l'importante commune de Seraing, dont le futur maïorat est promis à Alain Mathot. Lequel a moyennement apprécié le comportement peu élégant de « l'ami » de son père lors du décès de ce dernier en février 2005.

Face à un Guy Mathot affaibli par la maladie, Daerden avait en effet cherché à imposer l'un de ses fidèles aux commandes de l'entité sidérurgique. En rupture de ban avec Daerden, Mathot junior a donc opté pour l'axe Demeyer-Marcourt, appelé à Liège « camp des rénovateurs ».

Pour vous aider à y voir plus clair dans la galaxie Daerden, nous vous en présentons les principaux acteurs.

Walter Herben. Secrétaire communal d'Ans, cet homme de l'ombre est probablement le plus fidèle compagnon de Michel Daerden. Au courant des moindres pensées de son mentor, il est considéré dans sa commune comme le bourgmestre faisant réellement fonction à Ans (le ministre Daerden, bourgmestre en titre, s'étant mis en congé, c'est Fernand Gingoux qui a ceint l'écharpe maïorale). Herben fait aussi partie du cabinet Daerden à Namur, où ses talents de négociateur font des miracles.

Jean-Claude Peeters. Echevin ansois, l'ancien président de la fédération liégeoise du PS avait été installé à ce poste par Daerden. Il est notamment le président de l'intercommunale Aide (démergement et épuration), dont le réviseur est le cabinet D.C. & Co.

Gilbert Van Bouchaute. Bourgmestre de Flémalle, directeur de l'intercommunale énergétique ALG, ce comptable a été placé dans plusieurs sociétés publiques ou parapubliques par Michel Daerden. Mis en demeure par Elio Di Rupo de remettre de l'ordre dans ses dix mandats rémunérés, Van Bouchaute en a lâché cinq : Immoval, Dexia, Socofé... Il n'en a pas moins conservé son influence, bien utile au système. Il siège en effet désormais dans plusieurs de ces entités en tant que représentant de la SLF (où il a été nommé coordinateur général) et non plus en tant que personne physique... Autre souci pour ce cumulard en début de repentance, il est le secrétaire gérant d'une société de crédit social auprès de laquelle il a obtenu... un prêt personnel. Avec ses casseroles, et son goût du pouvoir sans partage, Van Bouchaute risque de perdre les prochaines élections à Flémalle où la fronde s'organise autour d'Isabelle Simonis, ancienne secrétaire d'Etat aux familles et présidente (déchue) du Parlement de la Communauté française. Daerden le sait et commence à parler de son poulain comme de « l'aide-comptable ». « Le début de son arrêt de mort », décodent les daerdenologues.

Sabine Maquet. Flémalloise, cette jeune conseillère communale et provinciale est entièrement acquise à l'écurie Daerden. Directrice administrative de la SLF, on la retrouve comme membre du bureau exécutif, administratrice des intercommunales ALE (électricité) et CHBA (hôpital du Bois de l'Abbaye, à Seraing), membre du conseil d'administration du CHR (hôpital de la Citadelle) et encore au bureau exécutif de l'Ipal (personnes âgées). Le réviseur de ces quatre intercommunales ? D.C. & Co.

Jean Namotte. Avec 900 voix aux communales en 2000, Frédéric Daerden est devenu l'échevin des finances de la commune gérée par ce proche de son père qui lui a taillé sur mesure un échevinat de la participation, véritable « machine à récolter les voix », pour décrocher son maïorat en octobre prochain. Comme un autre candidat PS vient d'exprimer son envie de devenir bourgmestre, Michel Daerden a demandé à Jean Namotte de se retirer dare-dare du fauteuil maïoral pour y installer Frédéric, le 1er juin dernier. Le fait que l'ex-bras droit de Daerden junior a été cité dans la presse liégeoise pour une affaire de drogue aurait également poussé Daerden père à accélérer le mouvement. Un jeu de passe-passe qui est loin d'avoir été unanimement apprécié au sein de la fédération liégeoise, y compris chez les proches du ministre ansois...

Charles Janssens. Bourgmestre de Soumagne depuis 22 ans, Janssens était le candidat idéal, pour le clan Daerden, à la succession de Guy Mathot à la présidence de la fédération. Battu par Willy Demeyer, bourgmestre de Liège, soutenu par le boulevard de l'Empereur pour instiller la rénovation, Janssens a dû se faire une raison. Il préside la télé locale liégeoise RTC Télé-Liège.

Maurice Mottard. Bourgmestre de Grâce-Hollogne, le fils de l'ancien ministre des Pensions préside le Holding communal énergétique et la Socolié (énergie) - dont les réviseurs sont D.C&Co.

Serge Cappa. Bourgmestre de Beyne-Heusay, il a été placé à la présidence de l'ILE (incendie).

Patrick Avril. Ce bourgmestre de Saint-Nicolas est un fidèle de Michel Daerden. Sali par un audit de la Société wallonne du logement (collage d'affiches électorales par des ouvriers de la société de logement social qu'il préside), il a été (miraculeusement ?) blanchi. Député wallon, Avril préside la commission du Logement et avait audité la SWL... Comme belles-mères, Daerden a placé deux de ses hommes sur la liste communale : ses médecin et chauffeur.

José Capelle. Bourgmestre d'Awans, également présent dans le maillage intercommunal.

Jean-Claude Phlypo. Echevin de Blegny chargé des intercommunales et du suivi des dossiers de tutelle, c'est un autre cumulard aux appétits gargantuesques : administrateur général de la SRWT (TEC), président d'Eurobus Holding, président de la Cile (distribution d'eau), administrateur de la Sowaer (aéroports) et du Port autonome de Liège... Son épouse dirige la société des TEC-Liège-Verviers.

Le maître en finances du président Di Rupo

Parmi les poids lourds du PS, un parti inlassablement chahuté par les affaires, certains s'interrogent : « Pourquoi Elio Di Rupo, chantre de la rénovation, tient-il à ce point à compter Michel Daerden dans sa garde rapprochée ? »

La première réponse est frappée au coin du bon sens : l'homme est incontestablement le plus doué de sa catégorie au jeu des chiffres et des dettes : « Avec sa double casquette de ministre du Budget à la Communauté et à la Région, ce virtuose a toujours des idées créatives pour dégager des fonds et soutenir nos engagements politiques, se réjouit ainsi un mandataire liégeois.

Regardez ce qu'il a imaginé pour développer le projet TGV lorsqu'il était aux Transports. Et plus récemment, tout le monde avait ri de son idée de vignette autoroutière, mais on y viendra », ajoute un Namurois.

« Il faut aussi tenir compte du rôle et de l'importance de Daerden dans la gestion du patrimoine du parti, note ce député, pour expliquer la connivence entre Di Rupo et Daerden. Il est devenu le Fernand Detaille des années Cools et Spitaels. »

Autre raison évoquée et incontestable : « Michel est populaire et reste une belle machine à voix », dit un proche. Plus perfide, ce mandataire wallon ajoute : « Comme il sait que Daerden a aussi ses faiblesses, Di Rupo peut le faire obéir au doigt et à l'oeil. Et un ministre liégeois soumis, c'est plutôt facile à vivre pour un ministre-président hennuyer... »

Un éléphant ajoute : « Sa puissance à Liège fait que Di Rupo ne peut pas le lâcher. Mais, depuis qu'il a perdu le combat de la présidence de la fédération, Elio doit aussi compter sur le duo Demeyer-Marcourt, qui fait jeu égal... »

Quant au problème d'indépendance lié à son cabinet révisoral, d'aucuns sentent que cela ne peut plus continuer, rester, durer : « Qu'un parlementaire wallon (le fils) et un ministre (le père) disposent de telles capacités de contrôle dans le secteur public, à tous les niveaux de pouvoir, c'est un problème !, insiste ce poids lourd. On dit Michel prêt à clarifier les choses. Mais il est évident, que par principe, il aurait dû refuser certains clients ! »

Les trente glorieuses du cabinet Daerden

Bardé de diplômes ès finances (quatre), Michel Daerden achève son stage en 1976 au cabinet Victor Emons – la référence liégeoise en matière révisorale – pour entamer son irrésistible ascension. Il crée sa propre société à Loncin (Ans) et développe tout d'abord ses activités en solo.

« Très vite, il s'investit dans les mutualités et leurs hôpitaux satellites », commente son fils Frédéric, installé devant l'élégante table en verre qui traverse la salle de réunion. « Il assume aussi une présence importante dans le logement social ainsi que dans le syndicat. Il contrôle les comptes du journal La Wallonie. »

En 1986, époque bénie pour ce secteur en pleine explosion, il constitue la SPRL M. Daerden et Cie. « Il y a, à l'époque, une grande réforme du révisorat puisque la loi étend le champ des entreprises qui doivent recourir à un réviseur. Mon père s'associe alors avec un ancien stagiaire, Michel Delbrouck, qui créera ensuite son propre bureau. Et en 1991, après ma licence aux HEC, je fais aussi mon stage ici. Je travaille surtout avec les deux principaux associés de mon père, Jean-Pascal Labille et Marc Renouprez. »

En 1991, Michel Daerden devient président du PS de Liège, une fédération décimée par une guerre des clans sans précédent depuis l'assassinat d'André Cools, l'un des mentors de Daerden, qui lui inspirera la mise en place d'un réseau d'influences inextricable au sein des intercommunales liégeoises : « Les deux associés coordonnaient le travail de bureau et mon père, pris par ses activités politiques, supervisait le tout. »

En 1994, Michel Daerden devient pour la première fois ministre, en remplacement de Jean-Maurice Dehousse à la politique scientifique, une fonction légalement incompatible avec son activité révisorale : « En accord avec l'IRE (Institut des réviseurs d'entreprises), mon père prend le statut d'"empêché". Il garde le titre de réviseur, et donc la capacité de reprendre ses activités du jour au lendemain sans devoir repasser les examens (NDLR : en fait, l'idée de devenir « empêché » a été imaginée par l'intéressé, au grand soulagement de l'IRE, qui était pour la première fois confrontée à cette situation). Mais il ne peut plus poser d'actes, ni gérer la société. Dès lors, la société devient : Renouprez, Labille & Co. Et j'en rejoins le comité de gérance. »

Au même moment, un épisode important permet au cabinet révisoral de doper son portefeuille de clients. Autre réviseur important du PS, Fernand Detaille est emporté par les scandales de la Smap (les détournements de fonds orchestrés par ses patrons, Joseph Haverland et Léon Lewalle) et l'affaire Agusta-Dassault (pots-de-vin au PS et au SP). « Effectivement, un saut va s'effectuer dans nos activités », reconnaît Daerden junior.

« Fernand doit se retirer de la profession et vend son portefeuille à d'autres relations professionnelles. Jamal Mouhib, son

associé, reprend surtout le secteur hospitalier. Michel Delbrouck rachète le volet transport (SNCB, Sabena...). Et nous nous tournons vers le secteur des intercommunales et les outils à vocation économique. Tout cela se passe dans un climat cordial entre Fernand et mon père. » Un avis que nuancent d'autres témoins de cette reprise tombant à pic pour la consolidation stratégique du bureau ansois : « À la signature de la vente, on aurait pu imaginer que le climat soit un peu lourd, vu les circonstances dramatiques pour Detaille, note ce participant à la reprise du cabinet Detaille. Si les Daerden voulaient se faire passer pour des amis de Fernand accourus à son chevet professionnel, on sentait que dans leur camp, on était prêt à déboucher le champagne. »

Quant à Jamal Mouhib, le dauphin de Detaille, il nous livre prudemment cet unique commentaire : « La page est tournée. Je préfère ne plus parler de tout cela. »

En juin 2001, Michel Daerden franchit une dernière étape en se retirant de l'association et revend ses parts à son fils : « Sa carrière ministérielle était stabilisée et j'avais acquis une certaine maturité professionnelle dans un bureau qui avait trouvé sa structure », poursuit Frédéric. « Le bureau devient alors D.C. & Co

(Frédéric Daerden et Patrick Cammarata). En dix ans, nous avons multiplié le chiffre d'affaires par 1,5. » Aujourd'hui, D.C.&Co (six associés) emploie treize universitaires et quatre salariés.

Ces derniers sont les seuls à figurer au poste « personnel » du bilan. « Les autres personnes (sociétés ou indépendants) sont liées par un contrat d'exclusivité avec le cabinet Daerden, explique un ancien. Chacun négocie sa rémunération avec Daerden, qui sait ce que négociateur veut dire... Et personne ne sait ce que l'autre gagne. »

Détenant près de la totalité des parts de D.C.&Co, Frédéric Daerden peut compter sur des rentrées financières substantielles pour compléter ses émoluments de député-bourgmestre. Ces trois dernières années, la société a réalisé un bénéfice net (après impôt) de 2,1 millions d'euros.

L'amuseur Michel côté pile...

Animé d'une irrésistible force comique, Michel Daerden sait séduire son monde comme personne. Et parfois à l'insu de son plein gré...

L'autodérision. Avec son phrasé plâtreux de lendemain de réveillon, son allure de lémurien amorçant la huitième phase de réveil, sa gestuelle de pantin surmonté d'une paire de feux clignotants, le ministre liégeois cultive son aura d'humoriste malgré lui, jusqu'à la caricature. Et lorsque notre consœur La Meuse avait fêté en 2005 ses 150 années d'existence, c'est une salle du Forum archicomble qui s'était pliée en quatre lors d'un inimitable « Concours d'imitation de Michel Daerden ».

Avec l'intéressé au premier rang, ravi de savourer ce moment d'hilarité générale. Pic de cette soirée qui aurait dû être sponsorisée par Pampers : Daerden lui-même. Après le défilé des candidats, ce dernier est invité sur scène et n'a pas le temps de lâcher deux mots sans déclencher un séisme. Son intervention s'achèvera dans le délire : 2.000 spectateurs debout lui font un triomphe.

Le site. A l'instar du Chirac des Guignols, Daerden est devenu, à lui seul, un genre comique. Grand raconteur de blagues, le roi d'Ans (ouaf !) se voit aussi attribuer des aphorismes qui font mouche. Comme celui-ci, après le renversement d'alliance en 2004 : « Il paraît qu'il n'y plus de verts au gouvernement ? Ce n'est pas grave, je boirai à la bouteille. » Pour une exploration plus fouillée de l'univers daerdenien, nous vous renvoyons à un site créé par un fan (1), qui recense ses bons mots, ses meilleures photos, le tout nourri par des enregistrements. Son nom est déjà tout un programme : « Daerden Machine ». Quant à son argumentaire, il semble limpide : « Pourquoi les stars de cinéma seraient-elles les seules à être consacrées sur le web ? »

L'amitié. En politique, Daerden a peu d'amis. Mais il a grandi aux côtés de Luciano D'Onofrio, un véritable ami d'enfance qui allait devenir grand agent de joueurs et homme de l'ombre du Standard de Liège. Au lendemain de sa condamnation à Marseille (pour commissions occultes), D'Onofrio avait été invité au bal du bourgmestre Daerden. Et l'ami d'enfance avait été ostensiblement placé à la droite du maître de cérémonie.

Les projets. Technicien hors pair, Daerden est aussi l'homme qui porte les grands dossiers liégeois : port autonome, gare TGV, aéroport, reconversion industrielle... En mars dernier, une délégation s'est rendue au salon Mipim de Cannes pour y défendre le projet de reconversion du bassin liégeois. Attendus sur place, Michel Daerden et Gilbert Van Bouchaute (bourgmestre de Flémalle) ont pris l'avion privé de l'ami D'Onofrio pour passer à Cannes une première soirée bien arrosée.

Du coup, le ministre n'a pas pu se lever pour assister à la présentation de 9 heures du matin au « Martinez ». Panne de secteur sidérurgique...

M.V. et L.Ws

(1) www.daerdenmachine.be.tf

... et le négociateur Daerden, côté face

Derrière cette apparente lenteur se cache un négociateur subtil à la vivacité d'esprit étonnante. Et pour parvenir à ses fins, Daerden troque alors son costume de clown public pour endosser celui d'un architecte de l'ombre, prêt à tracer les plans qui consolideront son édifice.

Le cannibale. Comme expliqué par ailleurs, la reprise d'une part importante du cabinet Detaille a été un épisode important dans le développement des affaires révisorales. « Les mandats que je ne pourrai racheter, je les récupérerai peu à peu », aurait déclaré Daerden aux autres intéressés.

Et à peine arrivé dans les nouvelles sociétés acquises chez Detaille, le cabinet ansois a proposé de doubler les honoraires (« Ce n'est pas étonnant car on peut aisément imaginer que Detaille était sous les normes habituelles du secteur », insiste un confrère). Un avis confirmé par Frédéric Daerden : « L'Institut des réviseurs nous l'a demandé, parce que Detaille était vraiment trop bon marché ». Une situation qui a néanmoins permis d'adoucir la facture de ce rachat conséquent.

Guy Mathot. Toute la duplicité de Michel Daerden est apparue lors du décès de son « ami de trente ans ». En 2004-2005, Guy Mathot, affaibli par la maladie, dirige la fédération liégeoise du PS. Une puissante fédération (20.000 membres, sur 92.000 pour l'ensemble du PS) qui attise les appétits. Au décès de Mathot, Daerden convoque aussitôt la presse à Namur pour exprimer sa douleur et rendre hommage au baron disparu. « Plutôt que de pleurer devant les caméras, il aurait mieux fait de se rendre auprès de la famille pour la reconforter », se souvient ce ténor liégeois. Et cet autre d'ajouter : « Là, Michel a dépassé les bornes ! Il était tellement impatient de passer pour le dauphin légitime de Mathot qu'il a confondu vitesse et précipitation ». Finalement, la fédération liégeoise reviendra au bourgmestre de Liège Willy Demeyer. Lot de consolation ou geste d'apaisement entre les deux camps à la rose, la vice-présidence a été accordée à Frédéric Daerden.

L'ambition. Ministre fédéral d'abord, régional et communautaire ensuite, Daerden joue les éminences de manière ininterrompue depuis 1994. « C'est un excellent ministre, il connaît tous ses dossiers », clament unanimement ses collègues. On dit même André Antoine (CDH) impressionné. Mais l'assuétude au mandat guette. Paniqué, Daerden peut parfois se décomposer dans la peur du lendemain : « Qu'est-ce que je deviendrai si je ne suis plus ministre ? »

L'alcool. Ce gai luron apprécie le vin. Il s'était calmé l'été dernier pour passer à l'eau. « Mais cela le rendait triste et nerveux », dit un proche. Dès lors, il est reparti vers son carburant naturel : « Mais il reste incroyablement lucide. Il peut vous créer un montage financier, la bouche collée au verre. » Un seul bémol : quand Di Rupo est là, il réfrène l'appel des cépages. Histoire de ne pas subir l'ire de cet ascète aux idées claires.

Edito – L'oligarque et le président

Luc Delfosse

Homme d'affaires redoutable, providence des bêtisiers de fin d'année et archevêque du Budget wallon, Michel Daerden est-il socialiste ? On laissera à Elio Di Rupo le soin de trancher... s'il l'ose.

Car enfin le ministre réviseur est un camarade (toujours) puissant, alors que le grand vieux parti prend l'eau par paquets. C'est aussi un Argentier remarquable en ces temps de difficile relance.

Sous ses allures de flanelle courtoise et de prétendant assidu de la Veuve Cliquot, le « roi d'Ans » aime par ailleurs à susurrer qu'il resserre quelques dossiers très délicats, au cas où...

On sait enfin que, faisant fi de ses querelles de clocher, Liège la rebelle est un véritable chaudron du diable pour les présidents du PS.

On a vu comment Di Rupo a dû finalement composer avec Van Cau en bord de Sambre. C'est dire si, comme Spitaels et Busquin, il hésitera à plonger un doigt de pied dans la Meuse.

Pourtant, notre enquête sur le « système Daerden » devrait impérativement amener le président du PS, et tous ceux qui se revendiquent de la gauche rénovatrice, à considérer la question dans l'heure, au nom de l'éthique.

Ce n'est évidemment pas l'état de fortune de cette incarnation ahurissante du socialo-capitaliste qui fait problème. C'est la façon dont ce cannibale l'a conquise et dont il continue à la faire prospérer, en usant sans vergogne de son poids ministériel, de son réseau et d'une poignée d'acolytes pour rabattre, de gré ou de force mais toujours à la frontière de la stricte légalité, les mandats publics et parapublics vers le cabinet de révisorat familial.

Michel Daerden n'est pas André Cools, dont il rêve d'être la réincarnation. Malgré ses coups tordus, le Maître de Flémalle oeuvrait pour le bien commun. Daerden, lui, est plutôt un oligarque qui se rêve. Un cauchemar pour un parti qui doit impérativement se refonder.